



HAL
open science

Plaidoyer raisonné pour l'euro

Jean-Claude Casanova

► **To cite this version:**

Jean-Claude Casanova. Plaidoyer raisonné pour l'euro : Cahiers du CEFRES N° 14f. Regards communs sur l'Europe. Cahiers du CEFRES, 1998, Regards communs sur l'Europe, 14f., pp.9. halshs-01164742

HAL Id: halshs-01164742

<https://shs.hal.science/halshs-01164742>

Submitted on 17 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 14f, Regards communs sur l'Europe
Jacques Rupnik (Ed.)

Jean-Claude CASANOVA
Plaidoyer raisonné pour l'euro

Référence électronique / electronic reference :

Jean-Claude Casanova, « Plaidoyer raisonné pour l'euro », Cahiers du CEFRES. N° 14f, Regards communs sur l'Europe (ed. Jacques Rupnik).

Mis en ligne en janvier 2012 / published on : january 2012

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c14f/casanova_1998_plaidoyer_euro.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Plaidoyer raisonné pour l'euro

Jean-Claude Casanova

Ma tâche étant d'introduire ce débat sur la monnaie unique, je commencerai par une précaution: je suis un partisan convaincu non seulement de l'unification politique de l'Europe, mais aussi de la monnaie unique. Il faudra donc attribuer à mes propos la part, sinon de partialité, peut-être d'esprit partisan qui secrètement ou explicitement figure dans mes opinions sur cette question. Cette précaution prise, d'où vient la monnaie unique?

Les historiens discuteront longuement pour savoir quelles sont ses origines; elle est présente dans la réflexion sur l'Europe dès le début des années soixante; dès cette époque, la Commission de Bruxelles réfléchit à des perspectives de coordination monétaire, de politique monétaire unique, de monnaie unique. En 1977-1978, les choses se précisent; le président de la Commission est alors un Britannique, Roy Jenkins, qui est à ma connaissance le premier président de la Commission à avoir donné comme objectif à l'unification européenne la création d'une monnaie unique. Il déclara par la suite qu'il avait eu cette idée au cours de l'été 1977, parce qu'il s'ennuyait à Bruxelles. Je ne sais pas pourquoi on s'ennuie davantage l'été que l'hiver à Bruxelles, mais l'été ennuyeux de 1977 donna à Roy Jenkins le sentiment que l'étape suivante devait être la création de la monnaie. Les choses se concrétisèrent entre avril et juin 1978. En mars 1978, en France, Valéry Giscard d'Estaing gagne les élections législatives, ce qui le conforte. A la même époque, Helmut Schmidt, en Allemagne, est profondément agacé, d'une part, par la politique américaine concernant le change, le dollar, du président Carter, et d'autre part par le refus du même président Carter de défendre la bombe à neutrons, pour laquelle Helmut Schmidt s'était engagé devant sa propre opinion et même contre une fraction importante de sa formation politique. Chez les deux responsables, français et allemand, de l'époque naît l'idée que les Etats-Unis créent dans le système monétaire mondial du désordre et qu'il faut donc que l'Europe envisage désormais une voie monétaire qui jouera un rôle de stabilisateur. Deux personnalités, une française et une allemande, sont chargées de la première étude: l'une était Bernard Clapier, qui fut gouverneur de la Banque de France, aujourd'hui retiré, et l'autre était un Allemand du nom de Schulmann. Clapier avait comme objectif principal la reconstitution du Saint Empire romain germanique. Il s'est donc attelé à cette tâche et traça la première esquisse du système monétaire européen qui fut adopté au sommet franco-allemand de juin ou juillet 1978 et qui aboutit à un système de change fixe. Celui-ci fut proposé dans une deuxième phase historique, celle des années quatre-vingt, lorsque la Commission européenne était présidée par Jacques Delors, c'est-à-dire après l'étape du marché unique, et alors que le président François Mitterrand, en France, et le chancelier Kohl, en Allemagne, cherchaient à définir, vers 1989-1990, l'ultime relance européenne qui prit la forme, au sein du traité de Maastricht, de la future monnaie unique. Voilà la perspective historique. Au fond, elle fut conçue par les Français et les Allemands, les Belges et les Néerlandais, disons le cœur de la constitution de l'Union européenne, comme le prolongement naturel du marché unique.

L'idée était qu'un marché se définit nécessairement par une monnaie. Si marché unique, il doit y avoir monnaie unique; la pluralité des monnaies est d'une certaine façon une complication inutile et une cause d'incertitudes à l'intérieur d'un marché. Concrètement, si on cherche l'essence du phénomène, quelle en est la signification? La monnaie unique signifie deux choses: d'une part, la fixité interne des changes à l'intérieur des pays qui l'adoptent, d'autre part, le transfert à une entité suprannationale du privilège d'émission de monnaie. Les deux éléments peuvent être distingués, politiquement ou historiquement, mais dans ce cas ils sont étroitement unis. L'idée de fixité des changes, qu'implique-t-elle? Désormais, pour les pays qui accepteront la monnaie unique, il y aura un système de prix relatifs, un système de rapport des changes qui ne pourra pas être modifié par des variations de change. Il pourra y avoir inflation, ou stabilité des prix, mais le système des prix relatifs ne pourra plus être modifié par des variations de change. Aujourd'hui, avant la monnaie unique, nous avons sur le marché européen un système de prix relatifs qui peut à tout moment, que l'on respecte les règles du

système monétaire européen ou qu'on ne les respecte pas, être modifié par des variations de change sans qu'il y ait de variations réelles. Désormais, en passant à la monnaie unique, le système des prix relatifs ne pourra être modifié que par la réalité, par les coûts, etc., et non plus par des variations internes de change. C'est évidemment le point central du passage à la monnaie unique.

Le deuxième point qui caractérise l'essence de la monnaie unique est que, historiquement, entre le X^e et le XIV^e siècle, les Etats européens se sont attribué le monopole de l'émission de monnaie. Avec la monnaie unique, les Etats qui disposaient de ce monopole le délèguent à une autorité qui est supranationale sans être étatique, c'est-à-dire que désormais l'émission de monnaie sera le monopole exclusif de la Banque centrale européenne, laquelle jouera un rôle prédominant dans la définition de la politique monétaire et un rôle important dans la définition de la politique du change. Ainsi, la monnaie unique s'accompagne d'une mutation politique tout à fait considérable: sa création ajoute à la partie fédérale de l'Europe une institution incontestablement fédérale, puisque la Banque centrale exercera un monopole qui est aujourd'hui l'apanage des différents Etats nationaux. D'autres monopoles étatiques ou souverains ont déjà disparu. D'une certaine façon, les Etats nationaux d'aujourd'hui n'ont plus le monopole de la législation: une grande partie de la législation et de l'interprétation de la législation appartient à d'autres autorités que les Etats nationaux. Mais, en ce qui concerne la monnaie, c'est évidemment une grande mutation qui, sur ces deux points, ne représente pas de nouveauté en Europe. En effet, la fixité des changes a existé pendant tout le XIX^e siècle européen. Pour ce qui est de la France, elle a même existé jusqu'en 1936. L'idée qu'un Etat puisse renoncer au monopole de l'émission existait déjà en Europe. Elle ne concernait certes que le Grand-Duché du Luxembourg et la Belgique, mais tout de même deux Etats européens qui renoncèrent au monopole de l'émission et constituèrent une entité spécifique, la monnaie belgo-luxembourgeoise. Ce ne sont donc pas des novations absolument exceptionnelles, mais, étant donné qu'elles concernent un grand nombre de pays, et des pays relativement importants à l'échelle de l'Europe, cela constitue une novation majeure (pour autant, bien entendu, que le phénomène se produise).

On peut définir ainsi l'essence du phénomène: fixité interne des changes, d'une part, plus de possibilité de modifier les prix relatifs par l'intermédiaire des variables monétaires, et, d'autre part, privilège de l'émission et politique monétaire attribués à une entité différente. Cet événement est prévu par un traité et aura lieu si un certain nombre de conditions sont respectées et si le calendrier se met en place comme prévu. Je dois dire que c'est la partie du traité de Maastricht qui est certainement la mieux rédigée, la plus complète, la plus systématique, parce qu'elle fut rédigée par les gouverneurs des banques centrales et les différents comités monétaires qui fonctionnèrent parallèlement à la Commission de Bruxelles ou au Conseil pendant toutes les années quatre-vingt. Il y a donc à l'intérieur du traité un bloc monétaire extrêmement organisé, pensé, où tout est pratiquement prévu; d'autre part, le traité possède une singularité assez étonnante, qui est que ceux qui l'ont rédigé, méfiants à l'égard de certains gouvernements et de certaines opinions publiques, ont inclus dans le traité un système automatique qui contraint à un certain nombre de résultats. C'est un peu comme dans l'enfer de Dante, où le voyageur, avant d'entrer, abandonne toute espérance: une fois le traité signé, il faudra, de gré ou de force, adhérer à la monnaie unique. Le système est régulé ainsi, selon le calendrier: en 1990, année de la première phase, les pays devaient avoir libéré les mouvements de capitaux et organisé la coopération monétaire; cette étape est franchie. La deuxième phase, en 1994, au 1^{er} janvier, prévoyait la création d'un institut monétaire européen, l'ancêtre organisé de la Banque centrale européenne, qui devait préparer techniquement le passage à la monnaie unique. L'institut monétaire européen fut créé, il est dirigé par un excellent économiste belge d'origine hongroise. La troisième étape, décisive, pouvait être franchie soit en 1996, soit, automatiquement, à la fin de 1997. Le traité stipule en effet: "En 1996, avant le 31 décembre, les Etats au sein du Conseil peuvent, à la majorité qualifiée - aucun droit de veto en la manière, le traité est parfait - décider, premièrement, qui est apte à entrer dans la monnaie unique et quels seront, parmi les pays jugés aptes, ceux qui deviendront membres de la monnaie unique." Obligation est faite de demander l'avis du Parlement européen, l'avis de la Commission et l'avis de l'Institut monétaire européen, mais ces trois avis ne sont que consultatifs. Le Conseil ayant observé qu'un certain nombre de critères sont réunis décide que tel et tel

pays, à la majorité qualifiée, deviendra membre de la monnaie unique. Si la décision n'est pas intervenue à la fin de 1996, le traité prévoit l'instauration automatique de la monnaie unique au 1^{er} janvier 1999 et fait obligation aux Etats de décider à la fin de 1997, au sein du Conseil, quels pays ont respecté ou respectent les conditions prévues et deviennent, de ce fait, membres de la monnaie unique. L'échéance est donc maintenant obligatoire. Il y avait une liberté possible en 1996, l'année 1997 oblige à décider quels pays seront aptes au 31 décembre, et quels pays, parmi les pays aptes à cette date, seront membres de la monnaie unique en 1999. Au 1^{er} janvier 1999, les taux de change entre les monnaies européennes concernées par la monnaie unique deviendront fixes, définitivement fixes; au 1^{er} janvier 2002 les billets nationaux existants encore disparaîtront, et au 1^{er} juillet 2002 les monnaies nationales seront abolies et remplacées par les nouveaux billets, d'ailleurs en cours de préparation.

Les billets de l'euro ne sont d'ailleurs pas très beaux. A propos de ces billets, une anecdote intéressante historiquement: deux propositions furent faites, et toutes deux furent écartées. L'une, dont j'étais partisan, était de prendre comme figures emblématiques les grands génies européens; il fallait écarter les personnalités politiques, celles-ci se caractérisant généralement par le fait qu'elles firent la guerre à un autre pays européen; il était prévu de choisir Goethe, Cervantès, Dante, des grands artistes ou des grands savants, etc. L'autre était de prendre des paysages ou des oeuvres d'art européens. Mais l'esprit de suspicion l'emporta, ces deux solutions furent écartées, parce qu'on ne trouvait pas normal que Goethe soit sur les billets de 100 euros et Cervantès sur les billets de 25; c'est un classement aléatoire et, le nombre de pays dépassant le nombre de grands génies, cela posait problème. Pour les paysages, on rencontra les mêmes difficultés. Il fut donc décidé que ce seraient des paysages ou des oeuvres d'art qui synthétiquement représentent l'esprit européen. Il y aura donc une reconstitution gothique, une reconstitution baroque, ce seront des abstractions de l'histoire européenne. L'idée de prendre un homme singulier ou un paysage singulier heurte tellement l'esprit d'universalité qui caractérise le monde moderne, qui refuse toute différence, que d'un geste auguste nos autorités monétaires ont écarté les personnalités et les paysages pour se réfugier dans ce qui divise le moins, c'est-à-dire l'abstraction.

Le calendrier étant fixé et les contraintes définies, regardons le contenu économique. Je ne m'appesantirai pas sur les critères, le traité crée, mais non de façon extrêmement stricte, cinq obligations: premièrement, d'avoir des taux d'inflation faibles, deuxièmement, d'avoir des déficits budgétaires qui ne dépassent pas 3% du PIB, troisièmement, d'avoir une dette publique qui ne dépasse pas 60% du PNB, quatrièmement, d'avoir respecté le fonctionnement du système monétaire européen et de ne pas avoir depuis deux ans décroché des taux-pivots, et cinquièmement, d'avoir des taux d'intérêts qui ne sont pas éloignés de plus de 2% des taux d'intérêts des trois pays au taux d'inflation le plus bas. En substance, la philosophie est que les pays doivent avoir une inflation extrêmement modérée, des taux d'intérêts le plus bas possible par rapport à la conjoncture générale, ainsi que des déficits budgétaires et des endettements qui se situent dans la zone indiquée. Au moment de la rédaction du traité, celle-ci paraissait relativement facile à atteindre, mais la conjoncture en a démontré les difficultés. Ces critères doivent être interprétés en tendance, et leur existence ne supprime pas la liberté d'appréciation du Conseil. Ce qui signifie que la marge d'appréciation politique existe. Elle est restreinte par le texte du traité, que l'on ne peut pas violer au-delà de certaines limites, et elle est restreinte également par un événement qui est apparu dans la politique allemande, où il y a obligation pour l'Allemagne, si elle est désignée comme pays remplissant les critères et susceptible d'appartenir au coeur de la monnaie unique, de soumettre la décision aux deux chambres allemandes. C'est donc une décision de la Cour suprême allemande qui implique que les critères soient rendus conformes aux dispositions constitutionnelles allemandes, extrêmement favorables à la stabilité des prix et aux engagements la concernant. C'est un peu comme si l'Allemagne se dotait d'une norme constitutionnelle de stabilité qui lui permet de vérifier à chaque instant que tous les engagements internationaux qu'elle prend sont conformes à cette norme constitutionnelle interne et propre au système allemand.

Regardons cela d'un point de vue politique. La marge d'interprétation qu'aura le Conseil européen est bien définie; sur les taux de change et d'inflation, la plupart des pays qui veulent entrer dans la monnaie unique rapidement rempliront les conditions; il y aura des difficultés sur les déficits et sur le

taux d'endettement. D'ores et déjà, nous savons que la Belgique ne pourra pas remplir le critère du taux d'endettement à 60%. Sur les déficits, peut-être quelques pays, dont la France, éventuellement l'Allemagne, ne seront-ils pas exactement à 3%, mais légèrement au-dessus. Le Conseil a la possibilité de considérer que, la tendance étant le rapprochement, d'année en année, des 3%, même si le taux est légèrement supérieur, la condition est remplie. Dans cette marge d'appréciation, et si le Parlement allemand valide la décision, peuvent, en respectant les critères, être admis à la monnaie unique l'Allemagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, le Danemark, s'il le veut; il remplit en effet les conditions, mais jouit d'une clause d'*opting out*, c'est-à-dire qu'il peut décider de ne pas entrer dans la monnaie unique tout de suite, voire de ne jamais y entrer. L'Irlande peut remplir les conditions, et il y a, à côté de ces pays, d'autres Etats qui le pourront sans doute, à savoir essentiellement l'Italie et l'Espagne; l'Autriche pourra sans difficultés être au coeur de l'étape de 1999. Voilà pour ce qui est des conditions.

Regardons maintenant les différents problèmes politiques qui se posent. Le premier est de savoir si l'événement aura lieu. Le deuxième est de savoir avec qui, le troisième est le débat sur la politique économique, distincte ou complémentaire de la politique monétaire, et le quatrième débat est celui de la politique budgétaire. Ce sont les quatre grands problèmes politiques qui dominent le débat en France, en Allemagne et ailleurs aussi, je crois, et qui peuvent être intéressants pour la République tchèque, qui aura à se poser, dans des délais sans doute rapprochés, le problème de son entrée dans le système monétaire européen. Les échéances prévues par Maastricht seront-elles respectées? Je crois qu'en janvier 1999 la monnaie unique existera pour un nombre limité de pays; mais je n'en suis pas sûr. Je suis prêt à parier, mais aucune certitude n'existe, seules, à mon avis, des probabilités élevées.

Raisonnons en termes politiques. Qu'est-ce qui pourrait entraver cette avancée? Premièrement, une évolution économique conjoncturelle catastrophique en Europe. Cela modifierait l'appréciation politique générale que je viens d'exprimer. C'est peu vraisemblable, mais, dans cette hypothèse, un report pourrait être décidé et de nouvelles échéances posées. Peut-il se produire des événements politiques importants liés à des échéances électorales? Les trois principales échéances électorales à venir sont, d'abord, les élections anglaises; celles-ci n'auront pas d'effet sur la monnaie unique; la victoire annoncée des travaillistes et la très probable défaite des conservateurs - je suis un homme de droite en France, mais je souhaite ardemment la défaite des conservateurs en Angleterre et place mes plus grands espoirs dans le succès du Parti travailliste - seront, si c'est le cas, une victoire pour les pro-européens sur le continent, bien que le Parti travailliste soit modérément européen. Il a tout de même décidé, je le signale, d'organiser la Banque d'Angleterre pour qu'elle puisse devenir rapidement indépendante. Il faut le rappeler, puisque c'est le même Parti travailliste qui l'avait nationalisée en 1945 et, dans son programme, il annonce qu'elle s'orientera vers l'indépendance. De plus, le Parti travailliste anglais a annoncé que le déficit ne devrait en aucun cas excéder 2,5% du PNB, c'est-à-dire beaucoup mieux que le critère de Maastricht, qui est à 3%. Il a également décidé qu'il ne devrait plus y avoir d'endettement public au-delà des dépenses d'investissement, et qu'on ne pourrait en aucun cas financer des dépenses ordinaires par un emprunt public, ce qui est une extraordinaire novation dans l'histoire du socialisme européen; donc, on peut considérer que le Parti travailliste anglais a adopté les critères de l'orthodoxie budgétaire, et donc les critères du traité de Maastricht.

La deuxième échéance électorale, l'élection allemande, peut évidemment modifier l'évolution, mais il semble peu probable que le Parti socialiste allemand puisse remporter, dans une coalition avec les Verts définie par l'hostilité à l'unification européenne, la majorité en Allemagne. On peut le concevoir, l'espérer, mais le degré de vraisemblance est relativement faible. Si le Parti socialiste gagne les élections en Allemagne, il les gagnera vraisemblablement sur une plate-forme plus européenne que celle des écologistes. Enfin, la troisième échéance: quel que soit le résultat des élections législatives françaises de mars 1998, il n'y aura pas de modification dans la politique européenne, puisque les deux principaux rédacteurs français furent MM. Mitterrand et Bérégovoy. C'est donc un traité d'inspiration "socialiste" à certains égards. Je ne crois par conséquent pas que le Parti socialiste français puisse revenir sur sa ligne. Dans l'ensemble, les partis socialistes et les partis démocrates-chrétiens, en Europe, restent sur une ligne "pro-fédérale" ou pro-européenne. Je ne pense pas que de

grandes modifications soient à attendre des élections. Néanmoins se développe actuellement en Europe un sentiment anti-européen beaucoup plus fort qu'il ne l'a jamais été, et l'unification européenne comme la monnaie unique pourront être contestées par des secteurs importants de l'opinion européenne. Je ne m'attarderai pas sur ce problème de méfiance à l'égard de la construction européenne ou de réduction de la foi à l'égard de la construction européenne maintenant que le communisme a disparu; je voudrais simplement regarder qui est hostile à la monnaie unique - pour rester sur ce sujet - dans l'opinion européenne.

Il y a trois grandes catégories d'adversaires auxquels il convient d'être attentifs: ce sont les professeurs, les banquiers et les adversaires de l'Allemagne. Un nombre considérable de professeurs est hostile à la monnaie unique; je crois que tous leurs arguments sont faux, mais les professeurs sont de plus en plus importants dans les sociétés modernes, qui sont des sociétés sécularisées, et ils exercent une certaine influence dans la presse. Ils sont hostiles à la monnaie unique en raison des investissements qu'ils ont faits dans l'enseignement de la macroéconomie. Compte tenu de la difficulté à lire le livre III du *Capital*, les professeurs qui ont fait un tel investissement ne peuvent que rester marxistes à vie. De plus, beaucoup d'économistes ont appris que la politique monétaire était un instrument indispensable, donc un instrument dont, par définition, on ne peut se dispenser. D'autres économistes considèrent que l'alpha et l'oméga de la pensée économique sont la demande et la variabilité du change. L'idée qu'on peut résoudre un certain nombre de problèmes économiques en augmentant la demande, dût-on provoquer une hausse des prix, et que l'on peut résoudre un problème de déficit commercial par une manipulation du taux de change fait partie de l'idéologie implicite des économistes, et beaucoup de professeurs d'économie ne sont pas prêts à y renoncer. Cela se complique par le fait que, bien que les cinquante dernières années n'aient pas représenté un triomphe historique de l'Angleterre du point de vue de son développement, puisque la production industrielle anglaise est désormais au-dessous de la production industrielle italienne, la pensée économique anglaise, elle, a triomphé dans le monde entier. Il y a quelque chose d'extrêmement agaçant, pour ceux qui sont formés par le système britannique et américain qui en est dérivé, c'est de constater que les Anglo-Américains ont triomphé dans la pensée universitaire, mais les Allemands dans la réalité. La réalité économique des cinquante dernières années est plutôt représentée par les Allemands et les Japonais, qui ont perdu la guerre mais gagné l'économie. Donc, ce qui est important, ce sont le progrès technique, le travail, l'organisation du travail, l'investissement et l'offre. Comme la pensée keynesienne consiste à dire que l'important est la demande, l'inflation, la variété et la variabilité des changes, il y a évidemment, du côté de la classe professorale, une résistance très grande à reconnaître sa propre défaite et à remplacer la statue de Keynes par celle de Schumpeter, qui n'est adoré qu'au Japon. Les Japonais ont en effet racheté la bibliothèque et les meubles de Schumpeter, de façon à organiser un culte autour de lui, mais son triomphe est évidemment l'effondrement de la religion keynesienne; et, quand une religion s'effondre, nous savons qu'il en résulte un certain nombre de conséquences douloureuses.

La deuxième catégorie d'adversaires de la monnaie unique sont les banquiers. Il suffit de prendre les livres de comptes des banques pour voir que les banquiers gagnent beaucoup d'argent par la variation des changes et par la pratique du change. Il est incontestable qu'il y aura une réduction de l'emploi dans les banques européennes, particulièrement à la Cité de Londres et dans d'autres banques, à partir du moment où il y aura un taux de change unique en Europe et moins d'opérations de change. Une très petite partie de la profession bancaire subira les dommages de cette transformation. Si la Cité de Londres ou les abonnés du *Wall Street Journal* ou du *Financial Times* étaient les seuls à voter pour la monnaie unique, il est certain qu'il n'y aurait pas de monnaie unique. Je m'apprête d'ailleurs, dès janvier 2000, après l'entrée en vigueur de la monnaie unique, à préparer l'autopsie de ses adversaires et à publier un florilège des articles du *Wall Street Journal*, du *Financial Times* et du *Herald Tribune*, ainsi que des différents Partis communistes et autres Le Pen qui auront été les adversaires déterminés de l'union monétaire. [...]

Pour des raisons diverses, pour le passé, pour le présent et pour l'avenir, beaucoup de gens en Europe redoutent l'Allemagne. Tout le problème est de savoir si la monnaie unique est un triomphe po-

litique de l'Allemagne ou non. C'est d'une certaine façon une victoire des idées économiques allemandes, qui ne sont d'ailleurs allemandes que parce que l'Allemagne les a saisies en 1947: la réforme monétaire allemande, il est amusant, historiquement, de le rappeler, fut faite malgré le scepticisme des autorités d'occupation et contre l'avis des autorités anglaise, américaine et française. La presse officielle de 1947 annonçait d'ailleurs l'échec absolu de la réforme monétaire allemande de 1947; on parle toujours des prévisions qui réussissent, mais, dans ce cas, les plus grands experts mondiaux avaient annoncé que ce serait une catastrophe. Ce ne fut pas le cas. Mais il y a quand même le sentiment que cela singularise l'Allemagne et la renforce. [...] Tout le problème est de savoir si la réussite monétaire allemande, intégrée dans un système plus large, est une victoire spécifique de l'Allemagne ou une dissolution de la victoire allemande et une appropriation du résultat allemand par un ensemble plus large que l'Allemagne. Ce que je suis tout prêt à penser en tant que partisan, et qu'une fraction notable de l'opinion allemande pense aussi. Si vous regardez attentivement qui est opposé à la monnaie unique en Allemagne, vous verrez que le nationalisme allemand en matière monétaire s'appuie sur l'orthodoxie du *deutschemark*. Aujourd'hui, les gens les plus déterminés à lutter contre la monnaie unique en Allemagne, ou tout au moins à mettre des embûches, à créer des retards, à demander des reports, à grommeler, à se plaindre, sont ceux qui considèrent que l'Allemagne perdra avec elle ce qui fut son succès, sa singularité, qu'elle cédera son plus grand succès et une partie de son identité avec l'abandon du *deutschemark*. Le problème existe; on peut très bien, dans une pensée un peu machiavélique, réaliste, dire: "Si l'on veut affaiblir le rôle des Allemands en Europe, il faut que la monnaie unique échoue." Je suis persuadé que c'est la motivation d'un certain nombre d'adversaires de la monnaie unique. On peut faire des pondérations ou des calculs politiques différents, mais cela est présent.

Voilà les trois zones qui créent cette opposition intellectuelle ou ce scepticisme. Le deuxième problème est le problème "avec qui". Nous voyons d'ailleurs immédiatement resurgir le problème allemand. Le problème "avec qui", c'est qu'à la grande surprise générale le gouvernement italien a réussi des réformes que personne n'attendait et que le gouvernement espagnol est allée plus vite qu'on ne pensait. Il n'y a donc pas de certitude, mais une probabilité de voir l'entrée de l'Italie sérieusement envisagée et celle de l'Espagne envisagée dans un délai plus court que prévu. Il en va de même pour le Portugal. Cela alimente un débat politique entre Français et Allemands; les Français deviennent en effet automatiquement partisans des pays latins, les Allemands les plus conservateurs en matière monétaire étant pour leur part extrêmement craintifs à l'idée que ces pays puissent entrer tout de suite dans la monnaie unique, forgeant même une expression malveillante à l'égard des Italo-Espagnols, qu'ils surnomment "le Club Méditerranée", les assimilant donc à des vacanciers sans soucis qui viendraient troubler l'ordre germanique de la monnaie unique. Là apparaît un problème politique qui sera tranché par un débat entre les défenseurs des pays latins et ceux qui pensent que ne doivent entrer dans la monnaie unique que ceux qui remplissent effectivement les conditions et offriront la crédibilité nécessaire dans un avenir relativement rapproché. Au fond apparaît implicitement dans le discours des banques centrales et dans les observations tant des Allemands que de certains Français l'idée qu'aux cinq conditions doit s'ajouter la crédibilité. Le problème de la crédibilité est qu'on ne peut la mesurer objectivement et que personne ne sait exactement ce que c'est. Cela signifie que, si les Italiens doivent être admis, il faudra vraiment quelque chose de plus important qu'un récent succès pour satisfaire les critères. Le troisième problème politique important est celui de la politique monétaire, qui elle aussi fait naître des difficultés entre Français et Allemands. Les Français sont nostalgiques de l'inflation ou de la politique économique globale, et souhaitent qu'en plus de la Banque centrale soit créé un organisme européen qui définisse la politique économique, permettant de fixer d'autres objectifs, complémentaires ou concurrents de la stabilité des prix. Cela est interprété du côté allemand comme une volonté de renoncer à la stabilité des prix ou de politiser la Banque centrale. Si le débat est posé en termes extrêmement neutres, il est très facile à résoudre: il suffit de définir les pouvoirs du Conseil économique à l'intérieur du Conseil européen, qui prendra un certain nombre de décisions, exactement comme le gouvernement allemand prend des décisions à côté de la Bundesbank. Mais, si on y met un peu d'idéologie, ce que les Français aiment faire, on crée chez les Allemands la suspicion que l'on veut, par le moyen de la politique économique, remettre en cause la neu-

tralité monétaire, qui est l'axe de la pensée de la Bundesbank et dont la disparition inquiéterait une partie de l'opinion allemande et, bien entendu, pour ces deux raisons, le gouvernement allemand. Il y a donc là une légère zone de tension qui a été momentanément résolue par l'accord sur la stabilité, mais qui pourra resurgir. Comme toujours, c'est plus dans les arrière-pensées ou dans le halo idéologique que dans les réalités que résident les difficultés. Reste le quatrième problème, qui est le problème budgétaire. Certains des opposants ou des sceptiques, voire des indifférents, disent: mais comment faire une monnaie unique dans un système fédératiste, relativement limité, sans avoir de budget fédéral, c'est-à-dire sans la possibilité, pour l'autorité budgétaire centrale, de compenser par des décisions budgétaires de dépenses et de recettes les conséquences que peut avoir l'existence d'une monnaie unique qui oblige à des ajustements réels? C'est un peu un débat doctrinal, car, si pour faire la monnaie unique il faut attendre que le budget européen soit à 10% du PNB de l'ensemble de l'Europe, il faudra attendre la prochaine guerre mondiale, puisque les budgets n'augmentent que lorsque les guerres mondiales exercent un effet de crémaillère. Le XIX^e siècle est passé de 10 à 20% à cause des guerres; la guerre de 1914 a été décisive; la Seconde Guerre mondiale a permis le passage de 20 à 35% des PNB en dépenses publiques; à la Troisième Guerre mondiale, les dépenses publiques européennes, si un jour l'Europe devait faire la guerre à l'Asie, passeraient sans nul doute à 10-20% du PNB et, la guerre terminée, on pourrait se lancer dans les dépenses sociales, comme ce fut le cas en 1945. Pour l'instant, aucune des démocraties européennes, constituées comme elles le sont, aucun électeur européen ne voteront des augmentations massives d'impôts européens ou le transfert des dépenses publiques nationales à une autorité publique européenne. Nous vivons donc le *statu quo* budgétaire. Le *statu quo* budgétaire, ce sont des budgets nationaux dont la marge européenne sera de 1% pour le prélèvement, jusqu'à 3-4% pour les pays qui en bénéficient. Vous pouvez considérer qu'aujourd'hui la Grèce ou l'Irlande touchent de l'ensemble européen 3 ou 4% du PNB, ce qui n'est pas négligeable. Il pourra y avoir de petites variations, nous atteindrons peut-être 1,5 ou 2% en dix ou vingt ans, mais nous pouvons considérer que, si la monnaie unique se fait, elle se fera sans budget fédéral. Les orthodoxes disent: comment compenserez-vous les difficultés? Je crois qu'il n'y aura pas de difficultés. Les gens invoquent l'exemple américain et disent: "Aux Etats-Unis, il y a une monnaie unique, mais un ouvrier américain se déplace du Massachusetts en Californie." C'est vrai; 4 000 km les séparent. Mais, si vous voulez faire 4 000 km en Europe, il faut aller très, très loin, voire sortir d'Europe. L'Europe n'ayant pas la superficie américaine, elle n'aura pas la mobilité américaine; il existera une mobilité à l'échelle européenne, par exemple pour aller de Belgique aux Pays-Bas, d'Alsace en Allemagne ou du Piémont en France, mais il n'y a pas à attendre de l'Europe les phénomènes de compensation budgétaire qui sont peut-être nécessaires aux Etats-Unis. La deuxième réponse que l'on peut faire à la critique de l'absence de politique budgétaire est que ce seront les budgets nationaux européens qui répondront aux besoins budgétaires. S'il se produit par exemple un événement tel que la monnaie unique gêne les Pays-Bas, ou la Belgique, ou l'Allemagne ou la France, parce que l'un de ces pays a un problème spécifique réel à résoudre, ce seront les contribuables de ce pays, éventuellement aidés par les autres contribuables, qui le résoudront. L'Europe devra donc instaurer un système d'équilibrage budgétaire des difficultés réelles à partir des autonomies nationales, sans rêver, dans les dix ou vingt ans qui viennent, à un budget fédéral.

Je termine par mon impression sur la position tchèque. Je crois que la République tchèque se trouve dans la situation où se sont trouvées la France, l'Italie, la Belgique et l'Allemagne au lendemain de la guerre. Ces différents pays eurent le choix entre des options monétaires fort différentes. La France et l'Italie choisirent une certaine forme de facilité et d'inflation. Contrairement à ce qu'on dit, elle ne fut pas imposée par la réalité, mais cela correspondit au choix des élites politiques, sociales et industrielles de ces différents pays. L'Allemagne fit un autre choix. L'expérience historique allemande a mieux réussi que l'expérience historique française ou italienne. La preuve en est qu'avec vingt ans de retard les Français se mirent à imiter les Allemands et qu'avec trente ans de retard les Italiens se mirent à imiter les Français et les Allemands. Je crois donc que le problème très simple qui se pose à la République tchèque est de savoir quand elle entrera dans la monnaie unique. Je suis à peu près certain, si la monnaie unique est décidée, que la République tchèque y entrera un jour; ce qu'il lui appartient d'évaluer, ce sont les difficultés liées soit à une entrée rapide, avec toutes les contraintes que cela

implique, soit à une entrée lente, qui signifie davantage de facilités de dévaluation, des taux d'inflation plus élevés, des possibilités de compromis politiques plus souples, peut-être le maintien du système proportionnel, etc. D'un côté, elle aura les avantages de l'inflation, de la flexibilité des changes et de l'adaptation, de l'autre, elle aura les avantages des contractions réelles et des efforts de productivité qu'impliquent la rigueur monétaire et la rigueur du change. C'est un choix politique. La France ayant fait les deux choix en quarante ans, je ne me permettrai pas de donner le moindre conseil à la République tchèque.